

# Un peu « moins » de plus-value

## LA GESTION DES STOCKS EN EUROPE DU SUD-EST

Les pays d'Europe du Sud-Est (ESE) sont, pour la plupart, confrontés aux difficultés inhérentes à la gestion simultanée d'armes et de munitions opérationnelles en excédent et en voie d'obsolescence. La gestion des munitions, en particulier, requière l'adoption d'une approche globale – un ensemble de mesures complexes et souvent onéreuses relatives à la planification, l'approvisionnement, le stockage, l'utilisation, les infrastructures, la sécurité physique, la surveillance et l'élimination des stocks. Parmi les gouvernements de l'ESE, peu sont capables de traiter l'intégralité des questions qui se posent tout au long du cycle de vie du stock national de munitions.

Pour gérer de manière appropriée les stocks de munitions classiques et d'explosifs, il convient d'établir des procédures visant à améliorer la sûreté et la sécurité des sites de stockage. Ces mesures ont vocation à renforcer les capacités opérationnelles de l'armée, à réduire les risques d'explosions accidentelles et à prévenir la prolifération illicite de ces munitions et explosifs. Les gouvernements de l'ESE considèrent ces excédents de stock comme des produits ayant une grande valeur (marchande) et se montrent réticents à dégager les ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un processus de démilitarisation. Un certain nombre d'accidents catastrophiques provoqués par des munitions excédentaires – parfois dangereuses – témoignent de cette tendance plus générale.

La constitution d'excédents de stock d'armes et de munitions est un phénomène normal. Mais, dans certains pays de la région, ces surplus posent des problèmes récurrents car le processus qui permettrait leur élimination est un sujet politique délicat. L'initiative RASR (Regional Approach to Stockpile Reduction - Approche régionale visant à réduire les stocks) a vocation à encourager la mise en œuvre de solutions régionales au problème que représente la gestion des stocks en Europe du Sud-Est. Les États participants sont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Roumanie, la Serbie et la Slovénie. Financée exclusivement par le gouvernement américain, cette initiative vise à permettre aux États de la zone de surmonter par différents moyens les difficultés auxquelles ils se heurtent : le partage des bonnes pratiques et des enseignements qu'ils ont tirés de leur expérience, l'établissement de relations transparentes et d'une confiance mutuelle entre les États participants et enfin la mise en commun de leurs capacités de transport et d'élimination des stocks.

**Dans certains États de l'ESE, l'élimination des excédents de stock peut être un sujet politique délicat.**

Les discussions organisées dans le cadre des ateliers de la RASR ont permis de faire un certain nombre de constats. Le niveau d'expertise régional notamment en matière de sûreté et de sécurité des stocks est inégal voire insuffisant. Les restructurations des forces armées et les départs ou réaffectations de personnel qui en découlent compromettent la pérennité du renforcement des capacités dans ce domaine. Une partie de l'expérience et des connaissances techniques accumulées se perdent en effet dans ces processus. En outre, les soldats affectés à la surveillance des sites de stockage des munitions et des armes ne disposent le plus souvent pas des connaissances de base qui leur permettraient de garantir la sûreté et la sécurité de ces dépôts.

**Selon les discussions organisées dans le cadre de l'atelier de l'initiative RASR, le niveau d'expertise, notamment en matière de sûreté et de sécurité des stocks, est inégal et parfois insuffisant dans la région.**

Plus de cinq ans après le lancement de l'initiative en mai 2009, ce chapitre dresse un état des lieux des



À Gorni Lom, en Bulgarie, des caisses de munitions vides jonchent la route menant à une usine de munitions qui a été le théâtre d'une explosion accidentelle. Octobre 2014. © AP Photo



À Rajlovac, en Bosnie-Herzégovine, un participant à un cours sur la sûreté du transport des munitions est formé à la lutte contre les incendies. Milieu de l'année 2014. © Forces armées suisses

excédents de stock à la fin de l'année 2014 dans les neuf États participants. De manière plus générale, cette recherche tente d'identifier les méthodes les plus prometteuses mises en œuvre dans ces pays pour améliorer la gestion des stocks et les processus d'élimination des excédents. Ce chapitre pose donc la question de la *durabilité* des approches adoptées et met en évidence l'importance du *renforcement des compétences* et de la *formation*.

Les conclusions principales de ce chapitre sont les suivantes :

- La mauvaise gestion des stocks de munitions reste un problème préoccupant dans la plupart des pays d'Europe du Sud-Est.
- Si les explosions accidentelles dans les sites de stockage de munitions sont un problème de niveau mondial, elles sont particulièrement fréquentes en Europe du Sud-Est, dans les infrastructures aussi bien étatiques que non étatiques.
- Les pays de la région déclarent pour la plupart avoir réduit leurs excédents de stock. Pourtant, il semble que les excédents de certains d'entre eux n'aient pas beaucoup évolué entre 2009 et 2014 dans la mesure où ils ont été constamment alimentés par les réformes de l'armée, le vieillissement des munitions et les nouvelles acquisitions.
- Les ventes et les dons sont restés les principales formes d'élimination des excédents de stock. Les États participants à la RASR n'opteront pour la destruction de leurs excédents de stock que si leur valeur marchande s'avère médiocre.
- La destruction des armes et des munitions en excédent est un processus financé essentiellement par des bailleurs de fonds et mis en œuvre sous leur impulsion.
- La coopération régionale dans le domaine du transport et de la démilitarisation est freinée par un certain nombre de contraintes politiques, réglementaires et commerciales.
- En collaboration avec d'autres acteurs de ce domaine, les États de la RASR tentent de renforcer, d'harmoniser et de standardiser la base de connaissances disponibles sur la gestion des stocks en mettant en place un système régional de formation technique.
- En Bosnie-Herzégovine, un projet de long terme a été mis en œuvre pour permettre l'intégration de la formation technique dans les programmes plus généraux de renforcement des compétences qui encouragent l'appropriation par les pays-hôtes, les réformes organisationnelles et l'intégration des normes internationales dans les lois et politiques nationales. Ce projet pourrait à terme être appliqué dans d'autres pays de la zone.

L'analyse que propose ce chapitre est en grande partie fondée sur des données recueillies par le Small Arms Survey, ce dernier étant l'un des cinq membres du Comité de pilotage de la RASR. D'autres informations ont été rassemblées dans le cadre d'un projet de recherche sur l'Équipe de formation mobile 2.1.6.1, créée en 2011 au sein de la Force multinationale de l'Union européenne.

Le chapitre décrit tout d'abord les raisons qui ont motivé la création de la RASR. La seconde section analyse les données déclarées par les États de la RASR entre 2008 et 2014 concernant les excédents de stock, leur élimination et leur stockage. La troisième section décrit les principales contraintes qui s'exercent sur la coopération régionale en matière de démilitarisation et de transport des excédents de stock de munitions. Enfin, la dernière section s'attarde sur la nécessité pour les États de l'ESE de renforcer leurs compétences en matière de gestion des stocks par le biais d'un processus soutenu, complet et standardisé, sur les programmes déjà mis en œuvre dans ce domaine et enfin sur les occasions à saisir pour atteindre cet objectif. ■